



La Commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Paraît le

Mardi

Jeudi

Samedi

Les nouveaux décrets-lois vont sortir

Des milliards pour les riches !

Misère, chômage et heures supplémentaires pour les travailleurs



M. Sampaix, dans « l'Humanité », a pris pour tâche d'expliquer les idées « déjà clairement exprimées » par Maurice Thorez dans cette même « Humanité ».

L'utilisation rationnelle des restes est un des éléments de l'art culinaire. A quelle sauce inédite vont être accommodés dans les cuisines du Parti communiste français, l'unité, le Front populaire, les Comités du dit Front populaire et les congrès qu'on veut leur faire tenir ?

Nous en avons un avant-goût quand Sampaix commente la nouvelle attaque dont le « crédit français » a été l'objet sur les marchés boursiers. Les rentes marquent un recul de 65 à 70 centimes ; Chamberlain a déclenché l'offensive des banquiers de la Cité de Londres pour peser de tout le poids de ses livres sterling sur la politique du gouvernement français. C'est contre cette ingérence des banques étrangères et des spéculateurs qu'il serait indispensable d'opposer une politique ferme, appuyée sur la masse du peuple.

C'est pour donner au gouvernement français et à sa politique un plus ferme soutien que chefs et marmitons staliniens préconisent : Unité et Comités ; Comités et unité !

Avec une réédition du grand serment solennel, national et patriotique le 14 juillet prochain !

Ce qui revient exactement à entraîner ouvriers et paysans aux côtés du gouvernement français pour donner à ce dernier une autorité plus grande lorsqu'il représente le grand patronat français dans les tractations inter-impérialistes.

Ou, d'une façon plus concise encore, ce qui revient à dire : Union sacrée et discipline des travailleurs français sous la houlette de la bourgeoisie française.

Moyennant quoi la bourgeoisie française n'hésitera pas à assurer au parti stalinien en France une large zone de tranquillité, épurée de tout ce qui fait obstacle à la politique de M. Thorez.

Refoulement sur les camps de concentration et vers les cachots fascistes de « l'étranger » révolutionnaire qui ose n'être pas stalinien dans les limites de la république française ! Et déclenchement de la répression policière sur les partisans de la IV^e Internationale !

Si la « bête trotskyste » était abattue, et « La Commune » supprimée, qu'ils seraient à l'aise, les bourgeois, les réformistes, et les staliniens, puisque personne ne dénon-

cerait de façon systématique, devant les travailleurs, la politique anti-ouvrière et contre-révolutionnaire qu'on prétend leur faire défendre !

Voici précisément quelques aspects de la « démocratie » fiscale réalisée par le Front populaire.

Un salarié marié avec un enfant à sa charge paie au titre de la cédule et de l'impôt général, pour un salaire annuel de 15.000 francs : 140 francs d'impôts ; et 280 pour un salaire de 20.000 !

Mais si, dans une même situation de famille, ce contribuable disposait des mêmes ressources provenant non plus cette fois de son travail, mais de rentes, si ce contribuable est un rentier et non un travailleur actif, il ne paiera absolument rien.

300.000 francs en ressources résultant du travail sont frappés de 900 à 1.000 francs d'impôts, mais 30.000 francs de rentes ne paient que 100 francs au fisc !

Et, quel que soit son revenu, le contribuable ayant des rentes 4 % or 1925 (emprunt Caillaux) sera rigoureusement et totalement exonéré de tout impôt. Ces exemples sont-ils assez suggestifs, travailleurs de la ville et des champs ?

Les décrets-lois du second train, qui part mercredi, ne le sont pas moins. Il s'agit cette fois de « ranimer la production et l'esprit d'entreprise en France ».

Pendant que le coût de la vie ascensionne sans arrêt, que le fisc se fait plus exigeant,

et plus impitoyable l'huissier, le comité restreint réuni autour de Daladier vient de décider l'attribution de plusieurs milliards aux entreprises capitalistes et de pratiquer, dans la semaine de 40 heures, si durement acquise et encore incertaine, la large brèche des dérogations — en vue d'heures supplémentaires de travail — par où s'écoulera ce qui lui reste d'existence.

C'est pour ratifier cela, et faire accepter cela, et bien d'autres choses avec, que les staliniens font campagne pour l'unité, les Comités du Front populaire, le Congrès de ces Comités et la réédition du serment !

**

C'est pour lutter contre cela que les travailleurs de la ville et des champs opposeront au mot d'ordre des Comités de Front populaire qui les asservit chaque jour davantage, le mot d'ordre des Soviets, des Conseils ouvriers et paysans d'entreprise ou de village.

Constituez vos Conseils, camarades, ou si vous n'êtes pas en nombre suffisant, vos Comités pour les Conseils d'ouvriers et de paysans, non pas pour soutenir et appuyer ceux qui vous exploitent et vous écrasent, mais pour exprimer et réaliser votre propre politique de classe.

La "Vérité"

LE N° 2 DE NOTRE REVUE VA SORTIR.
RETENEZ-LE !

Assises syndicales à Oslo

Le Conseil Général de la F. S. I.



Le Conseil général de la Fédération syndicale internationale, se tenant à Oslo, vient de repousser l'affiliation des syndicats soviétiques ainsi que toute nouvelle tentative de pourparlers avec ceux-ci. Jouhaux et toute la délégation française étaient dans la minorité favorable aux syndicats de l'U.R.S.S.

C'est au nom de la lutte antifasciste que Jouhaux plaida pour l'admission ; c'est au nom de la liberté ouvrière que Schevenels et autres se prononcèrent contre celle-ci.

**

Le Conseil général de la F.S.I., le congrès de la F.S.I. qui se tiendra l'an prochain, c'est la représentation entre autres, de la direction de la C.G.T. française, de la C.G.T. belge, des Trade-Unions britanni-

ques, de la C.G.T. tchécoslovaque, de l'American Federation of Labor. Les volontés, les revendications, les conceptions du « syndiqué moyen », qui ont déjà si souvent tant de mal à s'exprimer à la base, dans la section d'entreprise, qui arrivent plus qu'émoussées au Syndicat ou à la Fédération, qui percent très péniblement jusqu'à la direction confédérale, il ne pouvait être question de les voir apparaître à Oslo. La question des syndicats soviétiques ne fut pas discutée du point des intérêts du prolétariat, ni par les uns ni par les autres, mais uniquement en fonction des intérêts des différentes bourgeoisies dont Jouhaux, Schevenels, Citrine, Mertens, Tayerlé, ... sont les serviteurs.

Chvernik, le fonctionnaire de Staline proposé aux syndicats, avait d'ailleurs posé le problème en des termes qui rendaient plus

(Suite page 5.)

Dépression économique ou nouvelle crise

LES dernières statistiques de l'économie mondiale sont sombres. Partout diminution de la production et des échanges. Aux Etats-Unis, cette régression sans cesse accentuée inquiète gravement Roosevelt.

Après avoir atteint 96 au plus bas en 1932 (base 100 = 1913) contre 177 en 1929, l'indice de production aux Etats-Unis était remonté à 181 en décembre 1936. Ce même indice ne cessait de baisser en 1937 ; il atteignait 120 seulement en janvier 1938 ; il doit aujourd'hui n'être que de 115.

Ainsi, après avoir repris son niveau d'avant la crise mondiale 1929-1932 en 1936, la production américaine a baissé de 40 % depuis fin 1936.

L'indice des ventes des grands magasins baisse de 15 % pendant le même temps ; l'indice des wagons chargés tombe aussi de 40 % ; l'indice des valeurs boursières tombe de près de 50 %.

Cette régression se produisant malgré la bonne tenue des exportations américaines, on est amené à remarquer que sa principale cause réside dans l'appauvrissement du grand marché intérieur américain. Les exploitations agricoles, après avoir espéré bénéficier sur le marché extérieur d'une politique de surproduction (blé et coton) sont au contraire vivement touchées par la crise de sous-consommation et la baisse des prix de gros qui s'accroît.

Les salaires payés ont, de leur côté, baissé de 30 % de juillet 1937 à avril 1938.

Il est bien douteux que les mesures d'inflation prévues par Roosevelt puissent redresser une semblable situation, à l'heure où, la crise s'étendant dans le monde, le marché extérieur se retient, et où la concurrence devient plus acharnée (concurrence allemande principalement en Amérique Centrale et Amérique du Sud).

La tension entre New-York et Berlin et celle à peine voilée entre New-York et Londres sont, dans une large part, causées par les inquiétudes américaines devant ces deux concurrents. Il serait bien surprenant que New-York ne soit pas derrière Cardenas au Mexique dans son conflit avec Londres !

Il serait aussi bien surprenant que New-York ne soit pas derrière Vargas au Brésil dans ses luttes actuelles contre le clan allemand. Les événements du Mexique et du Brésil devraient servir de leçons à ceux qui s'entêtent à vouloir substituer de prétendues luttes d'idéologie aux véritables luttes impérialistes. Ils étaient nombreux, ceux qui voyaient déjà en Cardenas (futur fasciste peut-être !) un quelconque émancipateur des peuples, — ou en Vargas un fasciste fidèle à la solde de Berlin.

Nous avons raison de laisser les problèmes sur leur vrai terrain. Les événements n'ont pas tardé à confirmer nos assertions.

La crise économique américaine est riche de grands bouleversements politiques ; c'est ainsi que l'aile pro-fasciste d'opposition à Roosevelt se développe, tandis que le prolétariat fait montre d'une vie politique accrue. Il serait surprenant qu'aucune secousse sociale ne joue son rôle dans le développement de la conjoncture américaine dans les prochaines années.

NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 19 à 20 heures
36, rue du Château-d'Eau, 36

Chez les Métallos

CITROEN-EPINETTES

(Suite et fin)

Depuis une semaine, on assiste à une distribution de tracts d'adhésion à l'« Union Corporative Citroën » par des ouvriers et ouvrières inconscients du rôle que le patronat leur fait jouer contre leurs camarades d'atelier. Une telle provocation de la part du patronat aurait dû être relevée dans la presse syndicale par les responsables ; mais on ne voit toujours rien. Il faut que les ouvriers sachent que le siège de cette organisation est le siège des « Comités indépendants » sous le contrôle du P.P.F., organisation du traître Doriot, renégat de la classe ouvrière, l'homme qui veut être le Hitler de France.

La direction a donné quelques petits avantages aux quelques inconscients qui ont donné leur adhésion à l'U.C.C. Mais, camarades, quel que soit votre mécontentement, il ne faut pas oublier que le seul syndicat où vous devez rester c'est celui de la C.G.T. Vous devez y rester pour y faire triompher une orientation de lutte de classe ; vous devez vous ressaisir et montrer au patronat de combat que loin d'être découragés par la capitulation de la direction fédérale, vous reprendrez l'action.

Plus que jamais, il faut se préparer pour un nouveau « Juin 36 », c'est par la GREVE GENERALE que nous imposerons, comme en 1936, nos revendications.



Nous avons eu, dans la convention collective, une maigre augmentation de salaires qui est loin du coût de la vie, il reste un écart de 15 % sur la statistique officielle.

Aujourd'hui, nous pouvons dire que les décrets-lois de Daladier nous arracheront complètement ce qui nous reste de la victoire de 36. Cela grâce au vote des pleins pouvoirs de la Chambre des Députés où siègent huit secrétaires fédéraux des différentes organisations de la C.G.T. (dont Croizat et Costes).

Nous devons immédiatement faire face au danger dans notre usine et empêcher la formation d'une organisation jaune. La grève de juin de 36 nous a permis, par notre action directe, de remporter des avantages. Si, aujourd'hui, le capital nous a repris ce que nous lui avions arraché, nous pouvons dire qu'en grande partie, nous l'avons voulu. Au sein de l'usine, à chaque réunion, j'ai toujours mis en garde les ouvriers contre les capitulations du Front populaire et principalement de la C.G.T. Vous pouvez en voir les conséquences aujourd'hui. Vous avez fait une expérience, qui est un désastre. Qui peut dire encore que nous n'avons pas été trompés, trahis par nos dirigeants ?

Préparons de nouveau la lutte pour arracher au Comité des Forges nos revendications. Mais n'oublions pas aussi que nos dirigeants, chaque année, doivent être remplacés, car les fauteuils dont des petits bourgeois, et cela est néfaste pour une organisation qui se réclame de la lutte de classe.

Nous devons préparer des luttes nouvelles par un Congrès des entreprises, par des Soviets, qui prendront la responsabilité des luttes prochaines.

LES camarades du P.O.I. qui rédigent la « L.O. » ont un faible pour traiter de nos divergences ainsi que le font les placards électoraux. Les titres : « Faussaires ! », « Camouflage ! » se succèdent. Ainsi que sur les placards électoraux, la stricte vérité n'est pas épargnée par cette littérature. Nous ne pouvons pas laisser passer ces insanités parce qu'elles faussent toutes les données du problème de notre regroupement, c'est ainsi que les divergences qui ont séparé les B.-L. à leur sortie de la S.F.I.O. et étaient, à l'époque, qualifiées de « principielles », « nécessitant de couper au rasoir », sont volontairement masquées aujourd'hui par des accusations personnelles, pour mieux dire des injures — accuser signifie en effet exposer une série de griefs et apporter des preuves, « voir même des présomptions sérieuses », ce qui n'a jamais été fait.

Il y eut entre L. Trotsky et les militants B.-L. qui sont à la genèse du P.C.I., une sérieuse divergence en 1935, sur les moyens opportuns de rompre avec la S.F.I.O. pour bâtir le nouveau Parti, nous avons traité en deux brochures (« La crise de la section française de la Ligue Communiste internationaliste », Tome 1 : 83 pages, Tome 2 : 120 pages), ces problèmes et publié l'ensemble

LE COIN D'

Services publics

Nouvelles revendications des Services publics, nouvelles manifestations en perspective.

C'est très bien. Les gars des Services publics ont des traitements scandaleusement bas. Mais, aussi mal partagés qu'eux, il y a tous les fonctionnaires, il y a les cheminots, il y a toutes les corporations de travailleurs qui subissent une offensive acharnée du capital.

Les Services publics doivent savoir que les manifestations platoniques seront sans résultat. Ils ont obtenu à peine quelque chose lorsque, à la fin de l'année 1937, ils ont fait grève, à Paris. Mais, à l'époque, Dormoy et Chautemps les ont fait rentrer au travail au moyen d'une comédie révoltante.

Le seul moyen de vaincre, c'est la grève générale, pas seulement des Services publics et même des fonctionnaires, mais de tous les travailleurs. Il faut remettre ; a comme en juin 36, beaucoup mieux qu'en juin 36.

Avec les chômeurs

L'Union des Comités de Chômeurs a été dissoute, bien qu'elle ne gênait pas les stalinien, et c'est l'Union des Syndicats qui a pris à charge le mouvement des chômeurs.

Aucun chômeur n'avait préalablement discuté cette mesure. Mais il faut être un vulgaire trotskyste pour prétendre discuter ce qu'ont décidé les chefs infailibles !

L'Union des Syndicats a commencé à faire quelque chose pour les chômeurs : elle a demandé une audience à Daladier ! Celui-ci a refusé et a renvoyé les solliciteurs à ses ministres qui, à peu de choses près, suivront l'exemple que leur donne le président du Conseil.

En dépit des statistiques, le nombre des chômeurs s'accroît. Les dérogations aux 40 heures vont encore contribuer à augmenter la quantité des sans-travail. Et leurs conditions d'existence sont absolument atroces. L'allocation (pour ceux qui la touchent) n'a pas été augmentée depuis bientôt une année, tandis que les denrées, les transports, se sont élevés de 30, 40 et même 60 %.

En 1932, le programme du Parti communiste comportait : une allocation de 20 francs par jour pour les chômeurs. La formuler aujourd'hui ferait crier à la démagogie ? Non, ce n'est pas de la démagogie que de demander un minimum pour se nourrir. Les chômeurs n'ont connu que des promesses électorales. S'ils veulent vivre, s'ils veulent obtenir satisfaction, il faudra reconstruire des Comités de chômeurs et mener la lutte comme jadis la menèrent les Comités de chômeurs.



Problèmes de la IV

des textes, nous ne pouvons ici y revenir, notre but étant uniquement de démontrer brièvement que l'équipe passagère qui a liquidé pour une période nos possibilités en France ment effrontément une fois encore.

Des divergences existaient donc, sur ces divergences, avec trois années de recul, il peut y avoir, dans le P.O.I., des militants estimant que nous avons raison ; dans le P.C.I., il n'est pas certain qu'à la lumière de l'expérience, des militants n'aient pas révisé leur opinion. C'est un problème politique qui a un intérêt sérieux, surtout actuellement où le centrisme-pivertiste évolue. Mais sur tout cela, les « rédacteurs » de la « L.O. » passent un trait, quand bon leur semble, d'autres fois, et récemment, en un article du « Bulletin intérieur » du P.O.I., ils écrivaient pourtant avec autant de facilité : « Molinier lançait avec Pivert la Gauche révolutionnaire » (page 2 d'un article signé N.).

Dans une mise en demeure du 23 décembre 1935, les dirigeants actuels du P.O.I. s'adressaient ainsi à quinze membres du Comité Central qui furent exclus ensuite d'ailleurs par la minorité forte de l'appui de L. Trotsky :

Lyon

Une grève dans le bâtiment

Au port Ed-Herriot, où des travaux d'agrandissement sont en cours, le chantier Borie et Wandevalle occupait il y a encore quinze jours, 415 gars.

Il y a, à la tête de ce chantier, un certain M. Machtel, digne émule de Mussolini et Hitler, membre influent du P.P.F., qui se permit, il y a quelque temps, de renvoyer 14 compagnons du bâtiment et eu l'audace de mettre sur le certificat de travail : pour insuffisance de rendement.

Les ouvriers maçons, terrassiers et manœuvres ne l'entendirent pas ainsi et demandèrent le ré-emploi immédiat des 14 licenciés. Devant le refus patronal, ils engagèrent de suite la lutte, et si les dernières capitulations de la C.G.T. ne leur permettent pas de faire grève, ils firent la chasse à la production.

La grève s'est déclenchée le lundi 2 mai, et le 9 mai (dernier jour de grève), la production avait baissé de 89 %.

M. Machtel, comme son compère Doriot, n'a point de parole. Le lendemain, reprenant sa morgue, il reniait ce qu'il s'était engagé à tenir la veille.

La force ouvrière le fit capituler une seconde fois.

Il promit de retirer une plainte qu'il avait déposée pour entrave à la liberté du travail et une autre pour coups et blessures envers le directeur des travaux.

Nous verrons, dans un prochain article, ce que vaut la parole du patronat et dans quelle mesure les ouvriers peuvent y avoir confiance.

Dans les P.T.T

NOUVELLE ORIENTATION DE LA FEDERATION POSTALE ?

A PRES avoir donné un aperçu général des questions soumises à la discussion et des décisions prises lors du Congrès Fédéral, il n'est pas inutile — bien au contraire — d'examiner en détail la valeur réelle des résultats acquis par les votes, à la clôture des débats particuliers.

Le point qui, à nos yeux, revêt la plus grosse importance concerne la résolution sur l'orientation syndicale de la Fédération Postale, adoptée par 519 mandats contre 424. C'est donc ce texte que nous analysons tout d'abord, puisque c'est de son application ou de son abandon par les travailleurs que dépend la réalisation des revendications.

La première partie de la motion envisage les moyens de parvenir à l'indépendance du syndicalisme, dont « la garantie réside en des mesures d'ordre pratique, essentiellement au nombre de trois :

1° Interdiction du cumul des fonctions politiques et syndicales ;

IV^e Internationale



« Aujourd'hui, nous estimons que l'expérience de « la Commune » est suffisamment significative pour que les camarades qui se sont engagés dans cette fausse voie puissent ou choisir de rester dans l'équivoque centrisme ou se ressaisir et revenir dans le G. B.-L. »

Dans la polémique, L. Trotsky accusait : « le programme de « la Commune » est au-dessous du programme de la Gauche révolutionnaire ! »...

A part cela, il n'y avait pas de divergences politiques ! Ce n'était pas la seule question. Sur les problèmes internationaux et d'organisation des B.-L. dans le monde, ces quelques lignes suffisent à démontrer l'exactitude des informations de la « L.O. » :

« Cette réunion du « Plenum » vous en êtes fier ?, vous dites que les votes sont dus à une assimilation politique du tournant — rentrée dans la S.F.I.O. (N.D.L.R.) — par les sections. En réalité, le résultat dépend strictement du vote en NOTRE FAVEUR des Italiens (?), des Anglais, des Suisses (...) car Belges et Hollandais ont voté contre la résolution prise dans son ensemble... »

2° Interdiction des fractions organisées agissant au sein des syndicats ;

3° Interdiction de la direction unique des organisations syndicales et d'un parti politique. »

Eh bien ! nous déclarons tout net que nous ne jugeons pas cette question sous le même aspect. Pour nous, l'indépendance du syndicalisme, c'est exclusivement l'autonomie organique du groupement syndical. Il n'est point besoin d'épiloguer longuement sur les conditions « indispensables » pour le déploiement d'une activité sur un plan « spécial ». Le problème est clair et il ne s'agit pas de l'embrouiller à souhait dans le but de créer la confusion des esprits. La concentration des travailleurs au sein d'une organisation corporative est le fait de la différenciation des intérêts ouvriers et patronaux. C'est la manifestation de la lutte de classes. La conclusion devient alors fort simple : l'organisation syndicale, la C.G.T., doit appliquer la lutte de classes.

Par ailleurs, des partis se sont réclamés du même principe. Aussi, quoi de plus normal que de voir la classe ouvrière adhérer à l'organisation syndicale d'une part, et au parti politique d'autre part ? Peut-on décemment demander aux travailleurs de défendre une opinion différente selon l'endroit où ils se trouvent ? Non ! La vie syndicale et la vie politique sont intimement liées. Le Front Unique entre les deux organisations s'avère nécessaire. Mais c'est dans cette méthode d'action qu'il convient d'user de fermeté pour le respect des principes. Il appartient aux travailleurs d'éviter la dégénérescence dont l'expérience du Front Populaire offre un triste bilan.

La deuxième partie de la résolution formule des regrets sur la politique qui nous a conduits à la situation actuelle.

Et, naturellement, l'empreinte d'une telle attitude ne manque pas de se refléter dans la conclusion du texte. Il ne pouvait s'ensuivre une condamnation catégorique des méthodes de collaboration de classes. En dépit de la faillite avérée du Front Populaire, le Congrès réclame d'urgence le renforcement du programme du Rassemblement. Mais le comble de l'inconscience c'est qu'il déclare « ne pas comprendre la carence du Front populaire et exige la réalisation des réformes de structure ».

Les militants qui se sont prononcés en faveur de cette motion appartiennent aux tendances les plus diverses : Gauche Révolutionnaire, Révolution Proletarienne, Cercle « Lutte de Classes », etc... Aucune de ces fractions ne possède un programme précis, une plate-forme politique nettement définie. En ces milieux, la confusion règne en maîtresse. Comment, dans ces conditions, montrer clairement au prolétariat la voie de sa libération.

D'ailleurs, il est bon d'ajouter que Perrot, Secrétaire fédéral, qui a vivement combattu la résolution citée plus haut lors de la discussion du Congrès, tente maintenant de justifier sa position dans le journal « Syndicats » et, en fin de compte, se rallie sans réserves sérieuses à la majorité. N'avions-nous pas raison d'écrire, jeudi, que la motion « marque à peine un caractère progressif par rapport aux résolutions précédentes ? »

C'est pourquoi nous répéterons encore aujourd'hui que le texte est d'une faiblesse notoire et sa conclusion insuffisante. Il n'y est pas un seul instant question de la lutte de classes, et encore moins de révolution.

L'orientation (?) de la Fédération Postale n'aura pas de lendemain dans les faits. Il faut être « centriste » comme Marceau Pivert pour crier : « Bravo, les postiers ! »

Et, toujours dans une lettre de Molinier à Trotsky : « Vous avez imposé votre solution » et CECI POUR CONCLURE : « L'élévation du niveau politique de notre organisation internationale, la formation de ses cadres ne dépendent ni d'étiquettes favorables ni du traitement de la crise profonde de notre organisation par la méthode Coué, vous le savez mieux que moi ! »

Il suffit de rappeler que ces citations sont extraites d'une correspondance de Molinier à Trotsky en octobre 1934 (date d'entrée à la S.F.I.O.) après une réunion du Plenum international qui avait, de la manière dont la lettre l'expose, approuvé la rentrée dont Molinier était partisan, pour démontrer que « même lorsqu'il existait un accord sur les problèmes politiques, un désaccord profond existait sur les problèmes d'organisation sur les « MOYENS DE BATIR LA IV^e INTERNATIONALE ».

S'il plaît à la « direction » du P.O.I. de tromper les militants en n'étant même pas capable de défendre les « principes » et les « méthodes » au nom desquels elle scinda les rangs « bolcheviks-léninistes », c'est que, pour lap lupart de ces « dirigeants », ces « principes » ne lui tenaient pas plus à cœur hier qu'aujourd'hui.

A Oslo

Le conseil général de la F.S.I.

(Suite de la page 1)

« honorable » l'opposition des Schevenels. Les bureaucrates syndicaux de Moscou n'ont également pas le moindre souci du prolétariat ; ils ne cherchent plus depuis longtemps à convaincre, il est si simple d'acheter des « amis ». On a constitué des organisations de toute nature, « Paix et Liberté », R.U.P., etc..., ce serait beaucoup mieux si l'on pouvait s'offrir quelque chose de plus imposant encore, la F.S.I. Et les bureaucrates staliniens proposèrent le marché suivant : on vous apporte tant de millions par an, nous demandons le contrôle de la maison. Une simple fusion de sociétés anonymes ! La respectabilité de sir Citrine s'en est d'autant plus offusquée que l'impérialisme britannique n'abonde pas dans une politique pro-soviétique...

Il y avait autrefois une Internationale Syndicale Rouge, elle groupait les syndicats et les minorités syndicales révolutionnaires, elle dénonçait l'Internationale jaune d'Amsterdam (aujourd'hui la F.S.I.), elle soutenait les grèves, les luttes des peuples opprimés, des colonies. Il y avait une Internationale Syndicale Rouge animée par l'Internationale communiste. C'est en construisant la IV^e Internationale que se prépare le mieux la lutte pour recréer un mouvement syndical révolutionnaire international.

NOTE DE LA REDACTION

LE camarade Dantec, de la Fédération S.F.I.O. de la Seine (Meslay), nous communique la mise au point suivante que nous insérons bien volontiers.

... Comme nous avons insérée la « rectification » de « Juin 36 » relative à la publication d'une convocation dans notre journal.

Cher Camarade,

Je lis avec étonnement le papier ci-joint, extrait de « Juin 36 », organe de la Fédération S.F.I.O. de la Seine (7, rue Meslay).

En tant que Secrétaire adjoint de la 10^e Section S.F.I.O. (de la Fédération Meslay), je fus chargé de faire passer dans la presse, notamment à « L'Œuvre », un papier annonçant notre réunion à « La Ville de Quimper ».

Considérant que « La Commune », « La Lutte Ouvrière », « Le Libéraire », etc... n'étaient nullement ennemis (pas d'ennemis à gauche), j'ai pensé agir dans l'intérêt de la classe ouvrière en faisant insérer dans votre estimé organe notre convocation.

Il est exact que je n'ai point été chargé de m'adresser SPECIFIQUEMENT à « La Commune » ; je revendique personnellement cette démarche, l'ayant faite comme je l'explique ci-dessus et aussi à titre de confraternité, étant un travailleur de la presse.

Ne voulant abuser de vos colonnes, je vous prie de croire que je ne me serais point joint à la rédaction du 2^e paragraphe si j'avais assisté au vote de la note de « Juin 36 ».

Croyez, Cher Camarade, à mes sentiments très confraternelles.

Henri DANTEC,
Secrétaire adjoint
de la X^e Section S.F.I.O. (Meslay).

REUNION DU COMITE CENTRAL

LE Comité Central du Parti Communiste Internationaliste se réunit ce soir sur convocation.

A l'ordre du jour figure notamment la question de notre presse, dont nous avons déjà entretenu nos lecteurs.

Les décisions prises seront publiées et commentées dans notre prochain numéro.

NOTRE SOUSCRIPTION

Rey, 50. — Emile, 20. — 19^e, 9,25. — Clichy, 15. — Cher., 10. — Province, 25. — Arcachon, 30,25. — Liste du Cde D., 9. — Liste 209, 40,80. — Saint-Hilaire, 63,60. — G., 60. — Symp., 2,50. — B., 25. — Ab., 30. — Total : 390 fr. 40.

Continuez l'effort !

Avec les jeunes exploités

Vers la nouvelle Jeunesse Révolutionnaire

TOUTES les organisations ouvrières de jeunes hostiles au stalinisme et au réformisme constatent combien la trahison des organisations traditionnelles a affecté la combativité de la jeunesse prolétarienne.

En effet, les jeunes qui, systématiquement, ont été éliminés de la vie politique dans les grandes organisations ouvrières ou privés de droits dans les usines, constituent la couche la plus sensiblement ébranlée par les trahisons du Front populaire.

Ce sentiment d'abandon, les coups sur les doigts infligés par les bureaucrates stalinien et réformistes, le poison chauvin débité à grandes doses par leur presse, ont rejeté la jeunesse ouvrière dans l'indifférentisme politique.

Les couches les plus privilégiées, la métallurgie, par exemple, manifestent le droit de jouir au maximum des heures de liberté que le capitalisme leur accorde encore et la J.C., par sa littérature

dissolvante de collaboration de classe, encourage de toutes ses forces cette tendance : « Vive la vie, vive la joie et l'amour ! » Quand la jeunesse est occupée à graisser son vélo ou ses godasses de campeur, ou absorbée par les occupations amoureuses, les bureaucrates sont plus à l'aise pour trahir.

La direction de la jeunesse réformiste, depuis bien longtemps, pratique cette méthode : « Pas de politique, éducation d'abord », mais, de plus en plus, elle éprouve le besoin d'imiter les méthodes brutales du stalinisme vis-à-vis de l'opposition sans cesse renaissante dans ses rangs.

La J.S. de la Seine vient d'en faire à nouveau l'expérience.

Cette indifférence de la jeunesse prolétarienne, ce scepticisme, sont un danger épouvantable qu'il faut combattre. Mais on doit bien comprendre, dans la J.S. de la Seine, que c'est l'absence de perspectives, l'absence d'un Parti et d'une jeu-

nesse révolutionnaire qui permettent une telle misère morale dans la jeunesse.

Si peu que nous soyons dans les groupes de jeunes révolutionnaires d'avant-garde, notre tâche la plus urgente c'est la construction de cette nouvelle jeunesse révolutionnaire.

La J.C.I., dès sa naissance, l'a proclamé et s'est attachée à combattre pour la création d'organismes de Front unique à l'intérieur desquels de fréquents contacts entre jeunes révolutionnaires auraient préparé le chemin de l'unité sur un programme vraiment révolutionnaire.

Mais les échos qui ont répondu à nos appels ont été bien faibles jusqu'à présent.

Aujourd'hui, la J.S.R. en particulier change d'attitude vis-à-vis de nous. On envisage des réunions communes sur les problèmes de la crise française des bolcheviks-léninistes. C'est un pas en avant vers le Comité pour la Nouvelle Jeunesse.

La J.S.A. ne se refuse pas à des contacts réguliers. Nous devons franchir l'étape et préparer méticuleusement par des discussions et des actions communes, la construction de la Nouvelle Jeunesse Révolutionnaire, qui, seule, sortira de l'ornière de l'opportunisme et de l'indifférentisme la jeunesse ouvrière trahie.

La J.C.I., elle, a un programme, une plateforme politique bolchevik-léniniste. Elle se déclare pour la IV^e Internationale. Dans le Comité pour la Nouvelle Jeunesse, elle soumettra son programme à la discussion des camarades, elle défendra les traditions d'Octobre et du Léninisme.

En lisant "Notre Jeunesse"

Mettez les masques !

NOTRE JEUNESSE est la revue « d'éducation » de la jeunesse stalinienne. Son organe théorique, pour ainsi dire. Il faut lire « Notre Jeunesse », c'est un vrai régal !

Granjon, dans une espèce d'éditorial, nous demande de garder notre fraîcheur juvénile malgré les menaces de guerre qui planent autour de nous (il s'agit du numéro du 15 avril) :

Qu'il fait bon vivre !
Oui, diront certains, mais il y a la guerre près de nous et les menaces contre la France s'accroissent.

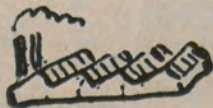
Certes, la Jeunesse Communiste s'en préoccupe et elle s'honore d'être à la pointe du combat pour la défense de la liberté et de la paix. Mais pourquoi les jeunes qui luttent pour cet idéal ne garderaient-ils pas toute leur fraîcheur et leur joie de vivre ?

Voyons donc comment la J.C. de France lutte pour la Liberté et la Paix. Granjon nous le raconte en quelques mots en bas de la colonne qu'il avait à remplir :

Organisons les loisirs. Organisons-les pour tous les jeunes travailleurs de chaque quartier, de chaque localité.

Ils nous en seront reconnaissants et apprendront à aimer notre Jeunesse Communiste.

Il intitule ça : « Avec la jeunesse vers le soleil ! »



On peut très bien y mettre le titre plus exact et plus suggestif : « Avec la jeunesse vers l'Union sacrée et la guerre » (article asphyxiant de Léonce Granjon).

Le camarade Michaud, comme secrétaire, a la tâche de s'envoyer un long papier sur l'histoire de la Jeunesse communiste. Il faut évidemment toute la science de bureaucrate du sinistre Michaud pour aborder, drapeau tricolore en tête, un pareil historique.

Pour fiche le coup de gueule réglementaire à ses collègues de la J.S., Michaud a trouvé un truc :

Ceux qui, plus tard — en 1923 — devaient créer une organisation concurrente appelée Jeunesse Socialiste (ce nom constitue un abus de confiance, puisque la véritable Jeunesse Socialiste avait rallié l'I.C.J. et exclu de ses rangs le diviseur Pierre Lainé et ses amis), portent une bien lourde responsabilité.

Ainsi on apprend aux jeunes filles de France que la J.C. de 1920 ne rompait pas avec les bonnes traditions de la social-démocratie en adhérant à l'I.C.J., au contraire, et il était bien malhonnête de la part des fidèles nérocéphales de la II^e Internationale de tromper la jeunesse prolétarienne en se parant de l'étiquette social-démocrate. Le jeune « communiste » d'aujourd'hui se rend bien compte qu'il n'y a de différent que la forme entre la politique de la J.C. et celle de la J.S. C'est simple : la J.S. est une contre-façon de la J.C., une fausse marque quoi, d'après Michaud. Cette « explication » lui fait passer en quelques lignes sur les glorieuses luttes de la J.C. du Maroc et de la Ruhr.

De 1920 à 1933, toute son histoire est faite d'abnégation et de lutte au service de la jeunesse laborieuse et du peuple de France.

De 1920 à 1928, voilà une période de l'histoire de la J.C. qu'il faudrait pourtant faire étudier à la jeunesse stalinienne. Michaud nous raconte que les bolcheviks, à l'encontre des social-démocrates, sont toujours restés fidèles à la parole donnée. Comme explication politique de la justesse du programme de Lénine c'est assez chevaleresque, mais tout au moins insuffisant. En tout cas, nous pourrions demander à Michaud de les imiter en respectant la parole donnée à la jeunesse ouvrière par la J.C. de 1920 à 1928.

Florimond Boute développe la théorie stalinienne chauvine de la Défense de la Démocratie : « Jeunes, faites la ronde de la Paix pour défendre la France assiégée ! », s'écrie le renégat. Et voilà comment on peut prendre « nos » mines par les Pyrénées, et voilà la force de l'Ennemi, et voilà notre faiblesse militaire.. A quand les 3 ans ?

Pourtant Michaud écrit dans son article sur l'histoire de la J.C. des choses intéressantes sur l'attitude des jeunes pendant la dernière avant-dernière et leur appréciation de cette guerre :

Pourtant, parmi les jeunes occupés dans les usines à la production de matériel de guerre, une sourde opposition se développe. On commence à comprendre que cette guerre n'est pas de « défense nationale », mais sert les intérêts impérialistes d'une poignée de financiers, d'industriels, profiteurs de la mort et ennemis de la véritable nation.

Dans la guerre prochaine, n'en sera-t-il pas de même, ne sont-ce pas les intérêts im-

périalistes d'une poignée de capitalistes que la jeunesse prolétarienne irait défendre ?

La classe ouvrière n'a pas encore élu ses Soviets, elle ne possède pas les usines et les paysans ne se sont pas encore réparti la terre. Nous n'avons rien de plus à défendre aujourd'hui qu'en 1914, que notre peau, que les intérêts historiques de notre classe.

L'ennemi est chez nous, c'est l'Etat bourgeois, l'officier fasciste, le capitaliste souteneur de ligues qui le défendent, et les bureaucrates de la J.C. et de la J.S. qui cherchent à égayer la jeunesse prolétarienne dans la voie de la collaboration de classe et de l'Union sacrée pour la livrer pieds et poings liés aux bourreaux fascistes qui l'enverront au grand jeu de massacre.

Nous voulons bâtir la nouvelle jeunesse révolutionnaire pour écraser l'ennemi qui est chez nous et pour construire la « véritable nation » : les Etats-Unis Soviétiques d'Europe.



Bulletin d'Abonnement

Nom et prénom

Adresse

souscrit un { 3 mois 8 fr.
Abonnement de { 6 mois 15 fr.
1 an 30 fr.

et adresse le montant au compte postal
Brausch 1773-07, Paris